

# TUNISIE : ET VOGUE LA RÉVOLUTION !

HAKIM BEN HAMMOUDA \*

*Deux ans après, la Tunisie, mais aussi d'autres pays touchés par la vague des « printemps arabes », s'interrogent sur le sens et la portée de ce qui s'y passe. Deux lectures dominent. L'une voudrait que la parenthèse ouverte soit en train de se refermer et que l'on assiste à un retour progressif du « despotisme oriental » marqué par un fort courant islamiste, sur fond de lutte d'influences de puissances extérieures à la région. L'autre considère que l'espoir qui est né restera porteur de dynamiques émancipatrices insubmersibles. De cet intermède, le chaos et la violence se nourrissent de façon inquiétante.*

Les moments d'enchantement et de liesse de la révolution du vendredi 14 janvier 2011 et des jours d'après semblent bien lointains. La joie de la chute du dictateur a laissé la place plutôt aux questionnements et à l'inquiétude. Le cœur n'y est plus et beaucoup commencent ouvertement à regretter les temps anciens où le régime déchu assurait en contrepartie de l'autoritarisme un semblant d'ordre et de prévisibilité pour l'avenir. Un terrible aveu d'échec que beaucoup partagent et expriment ouvertement face à la dérive de la situation politique et économique en Tunisie, quelques mois après une révolution qui a laissé entrevoir beaucoup d'espoir et une nouvelle utopie.

Cette mélancolie et la submersion de l'idéal de la révolution sont d'autant plus fortes que la violence commence à faire son apparition et à s'installer progressivement dans l'espace public postrévolutionnaire. L'assassinat de Lotfi Nakdh, le représentant régional du nouveau parti libéral Nidaa Tounès, à Tataouine le 18 octobre 2011 par ces inquiétantes milices « révolutionnaires », a été le moment qui a poussé cette violence à son paroxysme et beaucoup ont commencé à se souvenir des chemises brunes et autres milices paramilitaires qui ont réussi à museler les expressions libres et les

---

\* UNIVERSITAIRE

voix dissidentes et ont ouvert ainsi la voie à l'avènement de régimes totalitaires. Beaucoup commencent à craindre ouvertement cette hypothèse avec l'installation de cette violence au quotidien. Une violence d'ailleurs qui ne se limite pas aux adversaires politiques dont les militants démocrates et les responsables de l'opposition. En effet, ces agressions et la brutalité de ces forces commencent aussi à toucher la vie quotidienne et ces milices deviennent, à l'image des comités des bonnes mœurs dans certains pays islamiques, des forces pour imposer un nouveau mode de vie en s'attaquant à certaines libertés individuelles. Certes, des formes de résistance ont pris naissance ici et là, y compris un front de la société civile contre la violence et pour les libertés. Mais, l'inquiétude persiste devant cette multiplication des formes de la violence et le rouleau compresseur de ces mouvements qui, en l'absence d'une intervention déterminée de l'État, pourrait imposer la peur et la soumission et préparer ainsi un changement de modèle de société.

Est-on en droit d'espérer dans ce contexte inquiétant et menaçant ? Est-ce qu'on est en mesure de voir une lueur d'espoir dans le ciel de la révolution tunisienne devenu brusquement nuageux et sombre ? En tout cas certains ont déjà condamné la révolution tunisienne et ont annoncé de manière péremptoire sa fin et même son enterrement définitif. D'ailleurs, cette fin était annoncée par certains depuis la large victoire des islamistes dans les pays du printemps arabe et la déroute des forces démocratiques et libérales. L'arrivée des islamistes au pouvoir était perçue comme la fin de l'utopie libertaire des premiers mois du printemps arabe et le retour en force de l'État islamique et de la charia. En somme, il s'agit, pour ses « observateurs avertis » du monde arabe, de la fin de la parenthèse nationaliste qui a cherché à désacraliser le politique et l'État et le retour du monde arabe à sa trajectoire historique et originelle d'une totale soumission du politique au religieux. Finalement, les révolutions arabes et la fin des pouvoirs postcoloniaux ne font que confirmer l'hypothèse orientaliste sur notre monde et de notre incapacité à échapper au monde du sublime et de l'enchantement et à vivre l'ère des libertés et de l'autonomie du sujet !

L'arrivée des islamistes au pouvoir n'est pas la « fin de la révolution » et le début d'un retour du monde arabe à l'ère des califats et de l'âge d'or de l'empire islamique. Certes, la normalité de notre ère et son entrée dans le temps du monde et des libertés et de la démocratie ne se fera pas sans convulsions, ni reculs ou difficultés. Les printemps arabes ont au contraire ouvert une nouvelle période historique majeure dans l'histoire

du monde arabe. Une nouvelle ère qui révolutionne le projet de la modernisation de l'État national en lui donnant sa véritable profondeur historique et philosophique en mettant la liberté et l'autonomie du sujet au centre du processus politique et des dynamiques sociales. D'autres transitions, notamment en Europe de l'Est et en Amérique latine, ont montré que ces expériences ne sont pas linéaires et qu'elles connaissent toujours des hauts et des bas, des moments d'espoir et de liesse mais aussi d'angoisse et d'inquiétude. Et ce qui est perçu comme la fin d'une révolution ne sont finalement que les bégaiements d'un nouvel ordre politique qui chancelle sous le poids des legs de l'autoritarisme passé.

### **La fin des révolutions arabes ! Lorsque l'orientalisme revient au galop**

Edgar Morin a été le premier penseur à évoquer, dans une contribution au *Monde* quelques mois seulement après la chute des dictateurs, l'accumulation des nuages dans l'horizon des révolutions arabes<sup>1</sup>. Il a souligné notamment que « le magnifique élan des premiers mois de 2011 est entré désormais dans les aléas de l'Histoire. Comme tout élan de liberté il est un pari, et comme tout pari il doit s'accompagner de stratégie, c'est-à-dire de souplesse et d'inventivité face aux obstacles, aléas, et se modifier en fonction des informations nouvelles qui arrivent en chemin. Il connaîtra certainement des défaites et des malheurs »<sup>2</sup>. Un regard lucide sur les défis multiples auxquels étaient confrontés les printemps en cours. Mais, en aucun cas chez Edgar Morin, ces difficultés n'allaient mener à la fin des révolutions et les nuages allaient se traduire par l'avènement des hivers et le retour du froid glacial de l'autoritarisme. Au contraire, il réaffirme que l'espérance créée avec la chute des dictateurs ne fera que poursuivre son chemin pour faire de la liberté la nouvelle frontière du monde arabe. Il souligne que ce printemps « porte en lui un principe de génération et de régénération qui provoquera de nouveaux levers de soleil »<sup>3</sup>.

La thèse de la fin des révolutions arabes va surtout revenir au centre des débats après la victoire des islamistes dans les élections en Tunisie et en Égypte. Progressivement, l'espérance

---

<sup>1</sup> Voir Edgar Morin, *Nuages sur le printemps arabe*, *Le Monde*, le 25 mai 2011.

<sup>2</sup> Edgar Morin, *op. cit.*

<sup>3</sup> Edgar Morin, *op. cit.*

créée par la chute des dictatures se transforme en scepticisme et en inquiétude. Ces peurs et ces angoisses ont été nourries par la grande visibilité de l'islam politique dans le champ public et des attaques répétées sur les expressions libérales des modes de vie dans les pays arabes, qui vont des modes de se vêtir jusqu'à la consommation d'alcool ou aux attaques contre les journalistes et les artistes. Par ailleurs, la multiplication des agressions contre les femmes ont rappelé les sombres jours d'avant l'éclatement de la guerre civile en Algérie. Ces inquiétudes ont été renforcées par les valse de nominations tous azimuts opérées par les nouveaux pouvoirs aux différents échelons de l'État de cadres qui leur sont acquis, voire de leurs propres militants, qui a laissé croire à une volonté systématique de prendre le contrôle de l'appareil de l'État. La montée de la violence politique n'a fait qu'exacerber ces craintes et les désarrois.

Ces inquiétudes et ces interrogations ont été à l'origine d'un retour en force d'un grand scepticisme analytique dans l'analyse des transitions en cours dans le monde arabe. Ziad Limam pose la question de la fin de la révolution en Tunisie en couverture de son magazine *Afrique Magazine* <sup>4</sup>. Mais, si la question est grave, le propos est moins sceptique et il met l'accent sur les dynamiques en cours qui laissent présager l'invention d'une nouvelle démocratie dans le monde arabe. Il souligne qu' « on pourrait croire que tout est perdu. Et pourtant, c'est peut-être ici que s'invente une nouvelle démocratie » <sup>5</sup>.

Mais, ceux qui posent la question de la fin de la révolution arabe ne partagent pas l'optimisme de Ziad Limam et sont, au contraire, persuadés que ces printemps ont ouvert la voie à un long et douloureux hiver islamiste dans le monde arabe <sup>6</sup>. Ce sont Robert Malley et Hussein Agha qui expriment le mieux cette thèse et soulignent de manière aussi péremptoire que brutale que « les ténèbres sont tombées sur le monde arabe. La lutte pour une amélioration de la vie de chacun a sombré dans le gâchis, la mort et la destruction. Les puissances étrangères se disputent pour gagner de l'influence et elles règlent leurs comptes. Les manifestations pacifiques par lesquelles tout cela a commencé

---

<sup>4</sup> *Afrique Magazine*, novembre 2012.

<sup>5</sup> *Afrique Magazine*, *op. cit.*

<sup>6</sup> Voir plusieurs contributions dans ce sens notamment : « Souhir Stephenson, Tunisia, a sad year later », *International Herald Tribune*, November 1, 2012. Voir aussi le dossier « Les grands chantiers du monde arabe », *Le Monde* des 7 et 8 octobre 2012.

et les valeurs nobles qui les ont inspirées sont devenues de lointains souvenirs »<sup>7</sup>.

À qui la faute dans cette déroute des révolutions arabes et le retour progressif du « despotisme oriental » ? Deux explications sont avancées par Hussein Agha et Rober Malley. D'abord, l'absence de grandes figures et de grands leaders charismatiques qui, à l'image des pays de l'est de l'Europe, ont usé de leur légitimité pour ouvrir les perspectives d'une transition démocratique consensuelles dans leurs pays. La seconde explication est la faiblesse des forces démocratiques et libérales qui n'ont jamais réussi à trouver un ancrage social et politique dans les sociétés arabes. Ces ingrédients ont laissé la voie ouverte aux forces de l'islam politique et aux différentes tendances des frères musulmans pour prendre un pouvoir qui leur tendait les bras. Ainsi, les islamistes ont-ils pu gagner facilement les élections démocratiques dans les différents pays arabes. Mais, surtout, les deux essayistes soulignent que ces forces ne seront pas prêtes à quitter le pouvoir et par conséquent vont fermer définitivement la parenthèse ouverte pendant un demi-siècle par les pouvoirs nationalistes pour retrouver la grande tradition de l'État religieux et du califat.

Dans cette thèse, la fin des printemps arabes et la restauration du pouvoir religieux ne sont pas des épiphénomènes, pour beaucoup d'orientalistes, ou des situations conjoncturelles liées aux victoires électorales. Au contraire, on est en présence d'un phénomène structurel et d'une lame de fond qui devraient remettre les sociétés « orientales » dans leurs trajectoires historiques et corriger la déviation opérée par les régimes nationalistes au moment des indépendances. Mais, cette déviation n'a jamais réussi à inscrire l'État moderne et lui donner une véritable profondeur sociologique. Ainsi, soulignent Hussein Agha et Rober Malley, « intrinsèquement faibles et ne jouissant que d'une maigre légitimité, les États arabes ont tendance à être vus par leurs citoyens avec suspicion, comme des organismes étrangers superposés à des structures plus profondément enracinées, des structures sociales familières héritées d'une longue histoire n'ayant connu d'interruption »<sup>8</sup>. Certes, les deux essayistes reconnaissent qu'une fenêtre pourrait s'ouvrir à d'autres forces si les islamistes échouent à répondre aux aspirations des

<sup>7</sup> Voir Hussein Agha et Rober Malley, « Où mènera le réveil islamiste dans le monde arabe ? », *Le Temps*, jeudi 22 novembre 2012.

<sup>8</sup> Hussein Agha et Rober Malley, *op. cit.*

révolutions arabes. Mais la grande interrogation demeure : et si les jeunes manifestants libertaires de la Kasbah et de la place Tahrir n'ont fait que remettre la roue de l'histoire orientale dans sa véritable trajectoire en éliminant les pouvoirs nationalistes dont l'autoritarisme empêchait l'Orient de retrouver son âme et le fondement religieux du pouvoir ? Et les essayistes de préciser : « le siècle écoulé a-t-il été une déviation aberrante de la trajectoire fondamentalement islamique du monde arabe ? Ou la renaissance islamiste à laquelle nous assistons est-elle un retour fugace et absurde à un passé depuis longtemps dépassé ? »<sup>9</sup>.

### **Au cœur des bégaiements**

Les incertitudes, les interrogations sur le cours des printemps arabes sont nourries par des développements importants au cours de l'année 1 des révolutions. En effet, si l'année de départ des autocrates a nourri d'immenses espoirs, l'année 2012 a été marquée par l'explosion des violences, notamment en Syrie où la dictature comme l'opposition appuyée par les puissances régionales ont fait le choix définitif des armes. Ce choix a été à l'origine d'une violence inouïe et d'une cruauté sans précédent avec leurs lots macabres de morts, de charniers humains et de massacres. Des images quotidiennes qui ont eu pour effet de réduire l'élan d'adhésion à la vague révolutionnaire. Par ailleurs, les résultats des élections et les victoires des islamistes en Tunisie et en Égypte ont contribué au scepticisme ambiant et au doute analytique sur la capacité des printemps arabes à mettre l'Orient sur la voie de la démocratie universelle. Car ces révolutions ont rapidement tourné le dos aux valeurs libertaires du moment révolutionnaire et les utopies des jeunes révolutionnaires 2.0 se sont rapidement perdues dans les bruits stridents des armes et des bombardements ou dans le brouhaha d'un islamisme radical rejetant l'ordre démocratique des impies et réclamant de manière violente un retour au paradis perdu et à l'âge d'or de l'empire islamique et du califat. « Tout change pour que rien ne change » aurait dit le héros de Lampedusa dans *Le Guépard* à propos des révolutions arabes. Comment un autoritarisme religieux viendrait remplacer des dictatures nationalistes et enterrer en même temps l'utopie démocratique des premiers moments révolutionnaires ?

---

<sup>9</sup> Hussein Agha et Rober Malley, *op. cit.*

En Tunisie, ces bégaiements de la jeune histoire de la révolution en marche ont été nourris par plusieurs facteurs dont une transition politique sinueuse et une explosion de la violence.

## **Une transition politique sinueuse**

Les élections du 23 octobre 2011 ont été le premier moment de cette transition politique depuis la chute du régime autoritaire. Certes, l'organisation de ces élections a été un grand succès de l'avis de tous les observateurs et elles ont permis à la Tunisie de connaître les premières élections libres de son histoire récente. Cependant, elles ont été marquées par certaines caractéristiques qui vont lourdement peser sur la transition en cours. La première est qu'en dépit des efforts et des campagnes de sensibilisation de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE), qui a été mise en place pour leur organisation, près du tiers du corps électoral ne s'est pas inscrit (1,6 million de personnes sur 6,1 millions de citoyens ayant le droit de voter) et n'a pas pu par conséquent y prendre part. Par ailleurs, ces élections ont connu une forte offre politique et le nombre des listes a atteint, selon les chiffres officiels de l'ISIE, 828 listes de partis, 655 candidats indépendants et 34 listes de coalitions. La multiplication de ces listes est le résultat de la libéralisation du paysage politique avec la formation de près de 110 partis politiques avant la révolution. Mais, si cette multiplication des listes est un signe d'une grande volonté de participation politique et d'une aspiration sans précédent à l'exercice de la démocratie, elle a été à l'origine d'une forte déperdition des voix et on estime à près du tiers le nombre de voix qui n'ont pas connu de représentation dans la nouvelle Assemblée constituante. Enfin, les élections ont connu une grande victoire du parti Ennahda, qui a recueilli le plus grand nombre de suffrages et a obtenu 89 sièges sur 217, et une grande déroute des partis démocratiques.

Ces grandes tendances issues des élections sont à l'origine d'un fort déséquilibre du paysage politique et de sa grande fragmentation. Ces caractéristiques vont peser de tout leur poids sur le processus de transition et le marquer du sceau de l'incertitude et de l'irrégularité donnant à ce processus de transition une trajectoire non linéaire avec des hauts et des bas, des moments de grande joie et d'autres d'une grande inquiétude. Plus particulièrement si le consensus a été au cœur de la première phase postrévolutionnaire allant de la chute du dictateur jusqu'aux élections, la seconde phase sera marquée par une forte ambivalence entre le compromis et parfois la volonté

de passer en force et d'imposer son opinion. Le parti d'Ennahda n'a cessé de rappeler sa légitimité électorale et d'appeler au respect de la volonté populaire qui s'est exprimée de manière démocratique en sa faveur. De l'autre côté, l'opposition n'a pas hésité à faire appel à la rue et à l'activisme de la société civile pour faire face à la volonté de l'islamisme politique de rompre les grands axes du modèle social et civilisationnel tunisien. Ces conflits et ces collisions ont nourri les tensions et expliquent le caractère heurté et ardu du processus de transition politique.

Les déséquilibres du paysage politique et les tensions croissantes ont été à l'origine d'importants retards dans le déroulement du processus de transition et d'une tentative hégémonique de la part du parti fort de la coalition au pouvoir. Rappelons qu'au lendemain des élections, le parti Ennahda s'est allié au CPR (Congrès pour la République), qui disposait de 29 sièges, et d'Ettakatol (Forum démocratique pour le travail et les libertés), ayant 20 sièges, pour constituer une coalition capable de conduire la transition politique. Cette alliance a assuré une division des pouvoirs entre ses composantes en élisant Mustapha Ben Jaafar à la tête de l'Assemblée constituante, Moncef Marzouki à la Présidence de la République et Hamadi Jebali à la tête du gouvernement.

Parallèlement à la désignation des pouvoirs législatifs et exécutifs, cette coalition a défini une miniconstitution qui devait régir le fonctionnement du pouvoir durant cette période transitoire. La loi sur l'organisation provisoire des pouvoirs publics a été votée par l'Assemblée constituante le 10 décembre 2011 après de grands débats, notamment sur les fonctions du président de la République. Cette loi a défini le mandat et les attributions de l'Assemblée constituante dans l'exercice du pouvoir législatif, l'élection des présidents de l'Assemblée et de la République et le contrôle de l'action du gouvernement. Or, si les fonctions électives ont été assurées rapidement, on s'est rapidement rendu compte que les fonctions législatives et de contrôle du gouvernement étaient lourdes et seraient à l'origine d'importants retards dans leur exécution.

Au lendemain de l'adoption de son règlement intérieur, l'Assemblée constituante a mis en place six commissions chargées de la rédaction des différents chapitres de la future constitution. Par ailleurs, un comité mixte de coordination et de rédaction a été créé pour consolider les travaux des différentes commissions constitutionnelles et assurer leur cohérence. Les travaux de la rédaction des différents chapitres ont été marqués par des débats essentiels comme la place et le rôle de la charia, l'égalité des

femmes, la place des textes universels des droits de l'homme ou la liberté de création. Ces débats sont cruciaux pour l'avenir de la loi fondamentale qui doit régir le nouveau modèle politique et social de la Tunisie postrévolutionnaire. Cependant, ces débats ont pris beaucoup de temps et la rédaction de la constitution a pris un retard qui a rendu intenable le délai d'une année pris par l'Assemblée constituante pour finir ses travaux. Cette situation a créé un grand débat et de fortes tensions sur l'avenir du pouvoir transitoire et sa légitimité après la date du 23 octobre 2013.

Parallèlement à la constitution, le pouvoir en place a connu d'importants retards dans la finalisation d'autres projets de lois essentiels pour la transition démocratique. Il s'agit tout d'abord du projet de justice transitionnelle qui devait régler les legs de l'injustice passée et réparer les victimes de la répression. Ce processus a pris beaucoup de temps rendu nécessaire, selon le gouvernement, par les impératifs de la concertation avec la société civile. Cependant, l'annonce de réparations imminentes pour les anciens prisonniers politiques, sans avoir fini la loi sur la justice transitionnelle, a jeté le doute sur les intentions du gouvernement et certains n'ont pas hésité à évoquer l'idée d'une dîme accordée par le gouvernement à sa clientèle politique. Par ailleurs, les retards enregistrés dans l'adoption de cette loi ont eu des effets sur la situation économique, dans la mesure où certains hommes d'affaires continuent à essayer d'importantes tracasseries y compris dans leur liberté de voyage, du fait de leurs relations avec l'ancien régime. Cette situation a pesé de tout son poids sur l'investissement privé qui reste relativement faible dans ce contexte marqué par le risque et qui exige le règlement de ces situations.

Il en va de même aussi pour la loi sur le pouvoir judiciaire. En effet, la proposition du gouvernement a été rejetée par les syndicats de la magistrature et l'opposition dans la mesure où elle ne consacre pas l'indépendance de ce pouvoir. La loi sur l'organisation de l'information, de la presse et de l'édition a connu les mêmes retards en dépit des appels répétés des syndicats et des associations de journalistes. La loi sur les élections a été également marquée par ce contexte législatif tendu et controversé. En effet, après d'importants retards dans l'adoption d'une loi pourtant essentielle pour l'organisation des prochaines élections, la discussion de cette loi a été marquée par d'importants débats liés notamment à son autonomie totale par rapport au pouvoir exécutif. Par ailleurs, cette discussion a été marquée par la question de sa composition et de l'indépendance de ses membres. Le choix de son président et la reconduction de Kamel Jendoubi,

personnalité indépendante et reconnue pour sa neutralité dans l'organisation des premières élections, ont fait l'objet d'importantes controverses. Mais, au moment où le consensus semblait acquis, une nouvelle polémique a été ouverte sur la gestion des deniers publics de la part de l'ancienne instance pour discréditer son ancien président.

Ainsi, l'exercice législatif a été marqué par d'importantes controverses qui sont à l'origine de nombreux retards et rendent le calendrier de la transition démocratique des plus incertains et hasardeux. Mais le caractère tendu et complexe de cette transition a été renforcé par la tentation hégémonique du parti Ennahda. La question des nominations des gouverneurs et dans d'autres secteurs publics, notamment celui de l'information, a fait l'objet d'importantes controverses. En effet, si la miniconstitution en vigueur accorde le droit de nomination au pouvoir exécutif, il semble, dans certains cas, que c'est l'appartenance politique qui a prévalu sur la compétence. Ces nominations ont été à l'origine d'importantes craintes et d'inquiétudes sur les projets du parti Ennahda de pénétrer et de dominer les centres névralgiques de l'État et assurer ainsi son hégémonie sur cet appareil. D'ailleurs, cette attitude semble opérer une rupture de la relation traditionnelle entre le parti au pouvoir et l'État dans les régimes autoritaires. Si, par le passé, l'État était le vrai centre du pouvoir, le parti unique ne fait qu'assurer la transmission des désirs de la figure de proue du régime et ses instructions au corps social. Il semble que ces transitions sont en train de rééquilibrer ces rapports et que le parti au pouvoir redevient un rouage essentiel dans l'exercice du pouvoir. Cette situation n'est pas propre à la Tunisie mais elle se retrouve également en Égypte où les tensions entre l'État et le parti des frères musulmans sont de plus en plus visibles <sup>10</sup>.

Ainsi, un paysage politique déséquilibré et morcelé, l'absence parfois de consensus, les retards dans le travail législatif, les peurs et les inquiétudes sont au cœur d'une transition politique tendue et laborieuse. Ces tensions et ces discordes sont à l'origine de l'intronisation et de l'avènement de la violence dans le débat public.

## **Le politique pris en otage par la violence**

Parallèlement à cette transition politique heurtée et laborieuse, les doutes et le scepticisme sur la trajectoire de la

---

<sup>10</sup> Voir Christophe Ayad, « En Égypte, le pouvoir de Mohamed Morsi dans l'ombre des Frères musulmans », *Le Monde*, jeudi 27 décembre 2012.

Tunisie post-révolutionnaire ont été nourris par l'avènement et l'explosion de la violence sur la scène publique. Cette situation est nouvelle en Tunisie dans la mesure où les pouvoirs autoritaires ont réussi à pacifier l'espace public et à maintenir le monopole de la violence légitime dans les mains de l'appareil d'État. Or, ce monopole est entamé depuis le 14 janvier, aidé par le rejet des forces policières et de sécurité du fait du rôle qu'elles ont joué dans la répression sous le régime déchu. Leurs locaux ainsi que leurs équipements ont été la cible des attaques des manifestations depuis l'éclatement de la révolte et pendant les jours de braise révolutionnaire tout au long de l'année 2011. Face à cette recrudescence des attaques, les forces de sécurité ont déserté les villes durant les premiers mois de l'année 2011 et ce sont les forces militaires qui se sont substituées à elle en assurant la sécurité dans les villes. Mais, ces forces étaient limitées et ne pouvaient pas par conséquent assurer l'ordre de manière efficace et la présence des forces armées se limitait aux centres-villes, aux bâtiments publics et aux grandes artères. Du coup, l'armée a fait appel aux citoyens pour lui venir en aide et assurer la sécurité dans les villes et particulièrement dans les quartiers. Cet appel a reçu une réponse enthousiaste et des comités populaires de protection de la révolution se sont formés partout pour assurer l'ordre. Mais, ces comités n'étaient pas politisés durant ses premiers jours de ferveur révolutionnaire et étaient formés dans la plupart des cas par des voisins qui s'entraidaient à maintenir la sécurité en attendant le retour des forces de police.

Les premiers mois de la révolution ont connu une grande déstructuration des forces de sécurité honnies par les populations dans la foulée de la chute du régime autoritaire. Mais les pouvoirs publics ont entamé rapidement le processus de restructuration des forces de sécurité intérieure. Ce processus passait par la transition d'un corps de répression à des forces de maintien de l'ordre public et de protection des citoyens. Cette transition a été rendue difficile par la nécessité de se débarrasser des grands responsables qui étaient impliqués dans la répression passée. Elle a été à l'origine de grandes évolutions qui expliquent l'installation et l'avènement de la violence au cœur de l'espace politique. La première concerne les hésitations et les tergiversations des forces de sécurité dans la gestion et la régulation des mobilisations sociales ou d'autres manifestations de défi à l'ordre public. Ces forces hésitaient entre le recours aux méthodes anciennes de la répression, la prévention ou le dialogue. Ces hésitations ont été perçues comme des signes de faiblesse et ont favorisé l'extension

des espaces de dissidence à l'autorité de l'État. Par ailleurs, cette absence relative des forces de sécurité dans l'espace public a favorisé l'accroissement de la criminalité, des vols et d'autres formes d'agression ou de violence individuelles jusqu'aux formes d'incivilité quotidienne.

Par ailleurs, la disparition et l'effritement des forces de sécurité au lendemain du 14 janvier ont été à l'origine de l'extension des espaces périurbains qui échappaient à l'autorité de l'État. Les quartiers populaires de la capitale ou dans les grandes villes se dérobaient en partie aux pouvoirs publics du temps des régimes autoritaires et devenaient le terrain propice pour le développement de trafics illicites dont la drogue, la prostitution, le recel d'objets volés ou la vente illicite d'alcools. Ces quartiers deviennent d'importants lieux de marginalité urbaine où s'entassent une population d'exclus, de chômeurs, ou de nouveaux arrivants de l'exode rural dans des conditions de grande précarité et d'un dénuement total. Ces quartiers ont été progressivement abandonnés à leur sort par les pouvoirs en place et ont survécu grâce aux revenus de différents trafics. Le metteur en scène tunisien, Mohamed Zran, a su rendre compte avec tendresse, dans son long métrage *Essaïda* en 1996, de cette misère, de ce désespoir et d'une course vers l'abîme de ceux qui survivent aux côtés et en marge d'une société où la consommation bat son plein et qui feint de les ignorer. Ce film a été un énorme choc pour les Tunisiens, pour preuve le grand succès populaire qu'il a connu, et il a constitué une première remise en cause de la thèse de la Tunisie heureuse dont se vantait le régime déchu et de cette fameuse classe moyenne qui était le destin des Tunisiens.

Au lendemain de la révolution et suite à la décomposition de l'appareil sécuritaire, ces zones de marginalité et de non droit ont connu une importante extension. Par ailleurs, le contrôle social dans ces espaces est passé progressivement des groupes du petit banditisme vers les groupes salafistes qui ont grignoté des espaces de dissidence et sont devenus les maîtres de ces zones de défiance à l'appareil d'État. De nouveaux espaces de socialisation se sont organisés autour des mosquées dans ces différentes zones et ont trouvé dans l'activisme salafiste l'idéologie qui légitimait le rejet d'un système qui ne leur a fourni que désespoir, pauvreté et exclusion. Cette nouvelle socialité a rejeté les formes de coexistence qui prévalaient par le passé et cherché à imposer un nouveau mode puritain se rapprochant des temps glorieux de la *dawa* qui cherchait, dans les formes de fraternité entre exclus et la piété face aux mécréants, de

nouvelles formes d'enchantement. Un nouvel univers idéologique commence à se structurer dans ses nouveaux espaces de dissidence et se construit en une alternative à une modernité incapable d'assurer au monde de la marginalité la participation politique et l'inclusion sociale, la dignité, en un mot, comme les révolutionnaires du 14 janvier et des jours d'avant l'ont exprimé. Mais ces espaces ont été aussi le lieu d'exercice d'une violence sur les voix discordantes et d'organisation des débarquements réguliers de la violence dans l'espace public perçu de plus en plus comme le monde des impies !

L'effritement du système de la sécurité a eu aussi comme effet la perpétuation des comités de protection de la révolution. Cependant, ces comités n'ont plus la même étendue ni la même couverture géographique qu'au lendemain de la révolution. Ces groupes continuent à être présents dans certaines villes et dans les grandes artères de la capitale et sont moins présents dans les zones d'influence du salafisme politique comme les grands quartiers de marginalité urbaine. Mais s'ils ont perdu en nombre, ils ont gagné en radicalité. Il faut noter que ces comités ont de plus en plus recours aux méthodes fortes et n'ont plus rien à voir avec les méthodes pacifiques et joyeuses des premiers jours de la révolution. Par ailleurs, la dimension citoyenne qu'ils avaient au lendemain de la révolution s'est diluée et ils se sont rapprochés des différents courants de l'islamisme politique. Certains observateurs n'ont pas hésité à les désigner comme les hommes de main du parti Ennahda et à demander leur dissolution.

La décomposition des forces de sécurité au lendemain de la révolution et leur lente transition vers un système citoyen débarrassé des affres de la répression passée, l'extension des zones de dissidence à l'autorité de l'État et la multiplication des groupes faisant usage de la violence ont été à l'origine d'une importante rupture dans l'espace public avec l'avènement fulgurant de la violence. Ainsi, on a assisté à une multiplication, depuis quelques mois, des agressions contre des personnes ou des individus, des attaques contre des rassemblements politiques et des assauts contre les sièges de partis. Ces différentes formes de violence cherchent à introduire la peur, la crainte et l'émoi dans l'espace politique et social afin de dissuader les ennemis politiques et d'imposer plus facilement ses projets politiques dans un contexte incertain.

Au-delà de leur diversité, il est possible de distinguer deux formes importantes d'expression de la violence. Pour la première, il s'agit de ce qu'on pourrait désigner comme la violence de nature idéologique et dont l'objectif est d'imposer le nouveau mode de

vie ou de rejeter toute forme de dissidence ou de rattachement à une modernité perçue comme impie ou étrangère. À ce propos, on peut mentionner les violences contre les artistes qui célébraient la journée mondiale du Théâtre le 25 mars 2012 ou les attaques contre les artistes et l'exposition d'El Abdellia lors du printemps des Arts à la Marsa le 10 juin 2012. Ces attaques ont été à l'origine d'une vague de violences dans tout le pays et d'une multiplication des appels à la vengeance contre les artistes qui ne respectent pas le sacré. À ce niveau, il faut aussi noter les attaques verbales récurrentes contre les minorités et notamment les citoyens de confession juive. Il faut également mentionner les ratissages réguliers effectués par des groupes salafistes pour fermer les points de vente de boissons alcoolisées dans plusieurs régions du pays, notamment à Sidi Bouzid, à Béja et à Jendouba. Les attaques salafistes ont fait l'objet d'importantes réponses de la part des forces de l'ordre comme lors des événements de Douar Hicher le 30 octobre 2012 et qui se sont soldés par deux morts.

Parallèlement à cette violence qui s'attaque au modèle social, il faut mentionner la recrudescence de la violence de nature beaucoup plus politique qui s'attaque aux partis de l'opposition. Si ces attaques étaient limitées aux sièges des partis politiques et à quelques journalistes afin de les intimider, la violence politique a monté d'un cran lors des attaques contre l'ambassade américaine et l'incendie de l'école américaine le 14 septembre 2012. Quelques jours plus tard, cette violence va atteindre son paroxysme avec l'assassinat de Lotfi Nakdh, le représentant régional du parti d'opposition Nidaa Tounes lors d'une manifestation des comités de protection de la révolution le 18 octobre 2012. Cet assassinat a eu l'effet d'un choc et a été à l'origine d'une condamnation de la violence de la part de tous les responsables politiques. Mais ces condamnations n'ont pas arrêté cette violence et plusieurs manifestations politiques ont fait l'objet d'importantes vagues de violences. Ainsi, peut-on mentionner les attaques des comités de protection de la révolution contre le siège de l'UGTT lors de la célébration de l'assassinat du grand dirigeant syndicaliste, Farhat Hached, le 5 décembre 2012, qui a été à l'origine de l'appel à la grève générale, ou de l'attaque du grand rassemblement de Nidaa Tounes le 22 décembre 2012 à Jerba.

Dans cette violence politique, il faut également mentionner les confrontations régulières entre les forces de l'ordre et les citoyens lors des manifestations sociales dans les différentes régions de l'intérieur du pays. Les affrontements dans la région de Siliana lors de la semaine de mobilisation du 26 novembre 2012 ont fait l'objet d'importantes critiques suite à l'usage par

les forces de l'ordre d'armes à feu qui a fait un grand nombre de victimes.

Ainsi, la période de transition est marquée par un effritement du monopole de la violence légitime par l'État et une forte intrusion de la violence dans l'espace public. Ce déploiement inhabituel de la violence a contribué au scepticisme ambiant sur l'évolution des printemps arabes et les lendemains de la révolution tunisienne. Cette violence a été à l'origine d'une importante mobilisation de la société civile avec la création, à la fin du mois de novembre 2012, d'un Front civil contre la violence et pour les libertés, composé de militants politiques, d'intellectuels et d'artistes, qui s'est fixé comme objectif de favoriser une expression citoyenne de rejet de la violence. Mais, en même temps, les difficultés de l'appareil sécuritaire et l'explosion de la violence ont été à l'origine d'un besoin d'ordre de la part des citoyens et d'une volonté de retour de l'État qui expliquent la remontée des intentions de vote en faveur du parti Ennahda dans les derniers sondages d'opinion effectués à la fin du mois de décembre 2012.

Les inquiétudes et les angoisses devant les transitions en cours dans les pays du printemps arabe sont à l'origine d'un scepticisme ambiant et d'un important doute analytique. Celui-ci s'exprime dans les thèses de la fin de la révolution et du retour du monde arabe à sa trajectoire historique marquée par l'hégémonie des royaumes des cieux et son incapacité à intégrer le temps des libertés et des démocraties. Mais ces analyses imposent le regard orientaliste et omettent d'analyser et de scruter les dynamiques en cours et le potentiel libertaire et démocratique que projettent encore les transitions en cours. Certes, il faut saisir les défis et les difficultés et il faut les analyser et les comprendre. Mais il faut aussi mettre en lumière le potentiel libertaire et la part d'utopie libérée par les printemps arabes qui nourrissent encore la perspective de transition démocratique.

